

ARRETE N°122/R/22 OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE GRABELS,

VU le Code des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 et L2213-2,

VU le Code Pénal,

VU le Code de la Route,

VU la demande de Radio France représenté par Monsieur COMPARET Marc, sollicite l'autorisation d'organiser le concert « Radio France 2022 » le lundi 25 juillet 2022 de 19H00 à 20h30 dans la cour des Anciennes Ecoles et salle Joseph Claustre.

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de maintenir le bon ordre dans les manifestations publiques et de fixer toutes les mesures convenables pour prévenir les accidents,

CONSIDERANT que le Concert de Radio France est prévu dans la cour des anciennes écoles sur la commune de Grabels, et qu'il nécessite une modification du stationnement afin d'assurer la sécurité des personnes ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le lundi 25 juillet 2022 de 19h00 à 20h30 le concert de radio France s'effectuera dans la Cour des anciennes écoles à Grabels et salle Joseph Claustre.

ARTICLE 2 : Le stationnement sur les 2 places « arrêt minute » (sauf place handicapée et place Police Municipale) du parking des anciennes écoles sera interdit pour permettre le déchargement du matériel le lundi 25 juillet 2021 à partir de 14h30 jusqu'à la fin de la manifestation. 1 autre place sera réservée parking de la Gerbe.

ARTICLE 3 : Cette manifestation s'effectuera selon le programme officiel à partir de 19h00 et cessera vers 20h30

ARTICLE 4 : Deux barrières seront positionnées devant la sortie de secours de la salle Joseph Claustre dans l'Impasse Puits du Pré, afin d'interdire le stationnement et laisser libre l'accès en cas d'évacuation. Les véhicules en infraction seront mis à la fourrière au frais de leur propriétaire par le garage accrédité à cet effet.

ARTICLE 5 : La Police Municipale aura toutes opportunités et veillera à l'application de l'arrêté pour assurer le bon déroulement de cette manifestation culturelle.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera transmis ;

- Au pétitionnaire,
- Au Directeur des services techniques municipaux,
- Au Chef de Service de la Police Municipale,
- A Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de St Gély du Fesc.

Fait à Grabels le vendredi 22 juillet 2022.

Le Maire,
René REVOL,



Acte rendu exécutoire :

Publication ou notification le :

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte. Il informe que la présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, ce dernier peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut être introduit un recours gracieux auprès du maire de la commune de Grabels pendant le délai de recours contentieux. Le silence gardé pendant celui-ci équivaut à une décision implicite de rejet susceptible elle-même d'un recours contentieux dans les délais précités (article R421-1 et 421-2 du code de la justice administrative). La présente décision est publiée au recueil des actes administratifs.

ARRETE N°123/R/22
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
(1/2)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE GRABELS

VU le Code des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1 et L2212-2, L2213-1 et L2213-2

VU le Code de la Route,

VU le Code Pénal,

VU la demande de la Municipalité de Grabels, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour «la métropole fait son cinéma 2022 » dans le parc du Château de Grabels, le lundi 08 août de 20h à minuit,

VU le protocole sanitaire approuvé par la préfecture de l'Hérault,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer cet événement pour assurer la sécurité des personnes participantes,

ARRETE

ARTICLE 1 : La municipalité est autorisée à occuper le domaine public comme convenu ci-dessus, le lundi 08 août de 20h00 à minuit, dans le respect du protocole sanitaire imposé.

ARTICLE 2 : Afin de préserver la tranquillité publique, la manifestation doit se dérouler de manière à ne pas gêner le voisinage particulièrement en matière de bruit. La Municipalité devra procéder à l'information des riverains. Les affiches annonçant cette manifestation devront être retirées par les organisateurs avant leur départ.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire a fait appel à un foodtruck : « Food Truck Tounsia »
La validité des autorisations relatives à l'activité commerciale de ce prestataire sera vérifiée préalablement par la police municipale.

ARTICLE 4 : A l'issue, le pétitionnaire s'engage à restituer les lieux propres.

ARTICLE 5 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : En cas de rixe, tumulte, etc... il sera pris immédiatement toutes dispositions pour arrêter cette activité et sa reprise éventuelle ne se fera que sur avis des forces de police et sur ordre de Monsieur le Maire ou de son représentant, qui prendront les mesures d'opportunités nécessaires au bon déroulement de cet événement.

ARRETE N°123/R/22
(2/2)

ARTICLE 7 : *Le pétitionnaire est responsable de tout accident ou dommage qui pourrait résulter de l'occupation du domaine public.*

ARTICLE 8 : *La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à tout moment, sans indemnités, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le pétitionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.*

ARTICLE 9 : *Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le pétitionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.*

ARTICLE 10 : *Le présent arrêté sera transmis pour exécution :*

- *Au pétitionnaire,*
- *Au Directeur des Services Techniques municipaux,*
- *Au Chef de poste du service de Police Municipale,*
- *A Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de St Gély du Fesc.*

Fait à GRABELS, le vendredi 22 juillet 2022

*Le Maire,
René REVOL,*



Acte rendu exécutoire :

Publication ou notification le :

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte. Il informe que la présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, ce dernier peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr . Il peut être introduit un recours gracieux auprès du maire de la commune de Grabels pendant le délai de recours contentieux. Le silence gardé pendant celui-ci équivaut à une décision implicite de rejet susceptible elle-même d'un recours contentieux dans les délais précités (article R421-1 et 421-2 du code de la justice administrative). La présente décision est publiée au recueil des actes administratifs.

Signature

Cachet